

« Le consommateur va devoir payer plus cher »

Il est urgent de « faire un choix de société » pour décider de l'agriculture de 2050, estime The Shift Project. Son président Jean-Marc Jancovici explique pourquoi.

Entretien

Jean-Marc Jancovici, président de The Shift Project, groupe de réflexion œuvrant en faveur d'une économie décarbonée, auteur du rapport *Pour une agriculture bas carbone, résiliente et prospère*, publié ce jeudi.

Quels sont les principaux défis pour l'agriculture française ?

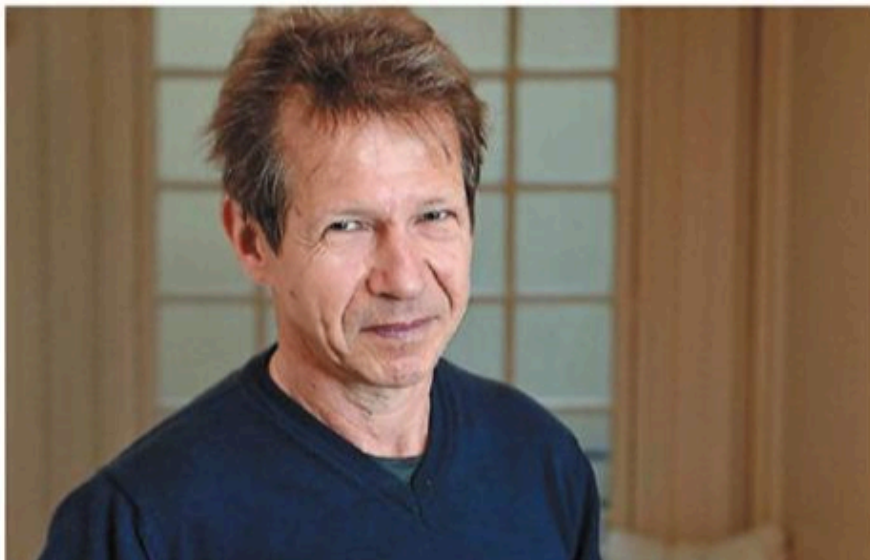
Le premier, c'est le renouvellement des effectifs. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un tiers des actifs étaient agricoles, ils sont désormais moins de 2 %. Ensuite, vient la rémunération, mais nous y reviendrons. Enfin, il y a la pression exercée sur l'environnement. L'agriculture pèse 20 % des émissions de gaz à effet de serre en France. Elle est devenue une activité quasi-minière : pour fertiliser, il faut du gaz, du phosphate et de la potasse. Pour les engins agricoles, du fer et du pétrole. Cela ne peut pas durer éternellement.

Comment réussir à convaincre de l'urgence d'une transition ?

À plus de 90 %, les agriculteurs nous ont dit qu'ils étaient prêts à faire autrement si on leur donnait la possibilité de gagner leur vie. Il va falloir que nous, consommateurs et citoyens, on se mette d'accord avec nous-mêmes. On ne peut pas à la fois réclamer du pouvoir d'achat et des productions plus propres.

La balle est donc dans le camp du consommateur ?

Notamment. Il y a un siècle, un quart de ce que l'on gagnait était dédié à notre alimentation et encore, beaucoup d'habitants avaient un jardin et quelques poules. Aujourd'hui, la part qui va vraiment à l'agriculture est de 1,5 % de notre budget et on mange trois fois plus de viande ! L'idée que



Jean-Marc Jancovici préside l'association The Shift Project. | PHOTO : FRANCK DUBRAY, O.F.

demain, on puisse produire mieux sans remonter le prix des denrées est totalement illusoire. Le consommateur va devoir payer plus cher, sans que les intermédiaires n'en profitent pour encaisser des hausses de prix.

Votre scénario dit de « conciliation » recommande la baisse des cheptels. Faut-il forcément manger moins de viande ?

C'est le sujet le plus délicat, mais oui, il faut diminuer la consommation de viande, en commençant par celle qui est importée. Et au niveau national, si la production est plus restreinte, il faudra que les prix soient plus rémunérateurs, car ils intégreront les services rendus aux écosystèmes par les agriculteurs.

Avec le projet de libre-échange du Mercosur, on ne va pas vraiment dans ce sens...

À titre personnel, je trouve que ce projet d'accord, lancé il y a une trentaine d'années, n'est plus forcément pertinent car les conditions ont changé. L'Europe doit cesser d'être naïve.

Certains accords de libre-échange nous restreignent dans la transition environnementale.

Quelles recommandations faites-vous pour limiter les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture ?

Pratiquer l'agroforesterie en plantant des haies, ne pas laisser de sols nus en mettant du couvert végétal permanent, arrêter les labours profonds... On peut aussi agir sur l'alimentation des animaux, par exemple en donnant aux ruminants des graines de lin pour réduire les émissions de méthane. Ou encore cultiver des protéines végétales, comme la luzerne ou le pois, au lieu d'importer des productions issues de la déforestation. Autre marge de manœuvre : diminuer les émissions liées à la fabrication d'engrais de synthèse, en utilisant de l'hydrogène décarboné. Lequel doit aller en priorité pour la production d'engrais et d'acier, pas aux transports.

Recueilli par
Claire ROBIN.